



LA LETTRE D'ACTUALITÉ MENSUELLE DU GROUPE GEOS, N°116, janvier 2012

ENTREPRISES

RESEAUX SOCIAUX : Un outil à double tranchant

Phénomène majeur né sur internet, les réseaux sociaux ont fait leur entrée dans le monde de l'entreprise depuis presque cinq ans. *LinkedIn*, *Viadeo*, *Facebook*, *Twitter*, les groupes de discussions et de microblogging ont permis d'augmenter de manière considérable la masse d'information disponible dans et sur les entreprises. Chacun détient la possibilité de se mettre en scène et d'interagir avec les autres, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise. 40 % des entreprises utilisent ainsi les outils du web version 2.0. Leurs motivations sont essentiellement de gagner en notoriété, de créer des communautés actives autour de l'histoire de l'entreprise, de faire connaître leurs produits, d'avoir des retours instantanés sur leurs démarches commerciales et de

trouver des nouveaux clients. Le web 2.0 sert aussi à croiser les expériences des collaborateurs de l'entreprise et bien souvent à les enrichir, faisant naître des idées, ou gagner du temps grâce à l'échange d'informations. Les PME et TPE sont d'ailleurs parmi les plus actives dans ces processus. Les réseaux sociaux ont aussi permis de changer les modes de recrutement en s'informant sur les candidatures.

Une source pour la veille

La veille classique a donc vu grâce au web 2.0 son champ de recherche démultiplié. Au delà des sources classiques et des sites institutionnels, une masse d'information, de "source humaine" est apparue. Une manière très profitable de pouvoir s'informer sur les projets en cours dans un secteur d'ac-

tivité. Pourtant, la veille sur le web 2.0 nécessite plus que jamais le travail d'analystes qui sauront trier l'information. Ce n'est pas parce qu'un CV se trouve sur internet, qu'il est complet et juste. Le travail reste donc entier. Si l'entreprise trouve beaucoup d'avantages à l'utilisation des réseaux, elle ne doit pas oublier qu'elle peut aussi y être très exposée. L'information est vivante et comporte ainsi une série de risques. On sait que des stratégies peuvent être mises en place par le biais de ces réseaux pour questionner des employés et causer des dommages à l'entreprise. La réputation peut également être entachée par des attaques montées et diffusées sur les réseaux sociaux. Ainsi, le web 2.0 n'est qu'un outil. Il ne profite qu'à celui qui l'utilise à bon escient.

LE COMMENTAIRE DE PIERRE-JACQUELIN ROMANI

DIRECTEUR DÉVELOPPEMENT ET
OPÉRATIONS DU PÔLE GEOS BUSINESS
INTELLIGENCE

► Pour les organisations, manager les nouvelles dimensions de la communication devient une responsabilité à prendre en compte pour contribuer à leur performance par une communication positive sur son nom et ses marques et par la captation des informations disponibles sur les différents acteurs du marché. Il s'agit aussi de rester vigilant face aux risques émergents liés à la réputation et à la fuite d'information par ces canaux encore mal maîtrisés par l'entreprise et par un certain nombre de ses personnels. Telle est la particularité du web 2.0, de mettre en avant l'individu plus encore que l'organisation. Il est donc nécessaire de rester particulièrement vigilant sur un système décentralisé, où chaque individu partie prenante à un projet, qu'il soit un salarié de l'entreprise ou un partenaire externe, est susceptible de communiquer même indirectement sur le projet. S'il est illusoire d'imaginer exercer un quelconque contrôle, voire une censure, sur ces contenus, l'action positive de l'organisation peut lui permettre de reprendre la main sur sa communication. La veille sur les contenus évoquant l'organisation et son activité permet d'anticiper, d'informer et de former ses personnels et partenaires sur les bonnes pratiques, les risques pour eux et pour l'organisation.

AMÉRIQUE LATINE GEOS AU SALON AÉRONAUTIQUE FIDAE

► Le groupe GEOS représenté par Romain Dumont, Directeur de la filiale Amérique latine, participera au XXX^e Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace,

le FIDAE, qui se tiendra à Santiago, du 27 mars au 1^{er} avril 2012. Cet événement biennal chilien est considéré comme le salon le plus important du secteur en Amérique latine. Il propose notamment des pavillons consacrés aux équipements aéroportuaires ou à la sécurité nationale.

MARITIME IV^e FORUM MARISK À LA CITÉ DES CONGRÈS DE NANTES

► Thibaut Eude, Chef de Projet maritime, traitera de l'état de l'art de la piraterie maritime lors du IV^e forum sur la prévention des risques maritimes et portuaires, les 26 et 27 janvier.

APPEL D'OFFRE SÉCURISATION DE LA DÉLÉGATION DE L'UE EN COLOMBIE

► GEOS a remporté l'appel d'offre pour assurer la sécurité de la délégation de l'Union européenne en Colombie, ainsi que du chef de la délégation, par le biais de prestations de services de sécurité intégrés.

ALLEMAGNE

UNE LETTRE PIÉGÉE POUR LE DIRECTEUR DE LA DEUTSCHE BANK

▶ La Federazione Anarchica Informale (FAI) a revendiqué l'envoi de la lettre adressée à Josef Ackermann, le n°1 de la banque. Le lendemain, une lettre du même genre explosait, blessant le directeur général de l'agence de collecte des impôts dans son bureau de Rome. La FAI commet ce type d'attentats depuis le début des années 2000.

KAZAKHSTAN

ETAT D'URGENCE DANS UNE VILLE PÉTROLIÈRE

▶ Au moins 16 personnes sont mortes et une centaine ont été blessées au cours d'affrontements dans les villes de Janaozen et de Chetpe, après sept mois de grève des employés du secteur pétrolier qui suivaient le licenciement de 2 000 d'entre eux. Les violences ont eu lieu le 16 décembre, jour de la fête de l'indépendance. L'état



d'urgence, décrété le 17 décembre a été prolongé jusqu'au 31 janvier. Le parquet général a ouvert une enquête accusant les forces de police d'usage excessif de la force. Le gouverneur de la région et plusieurs responsables de la compagnie publique Kazmounciagas ont été limogés.

MEXIQUE

ARRESTATIONS DE PLUSIEURS CHEFS DE CARTELS

▶ Gilberto Morales Castrejon "Commander Gil", le n°1 du cartel d'Acapulco a été arrêté par la police fédérale, une semaine avant la capture de Raul Fernandez "El Lucky", l'un des dirigeants de Los Zetas, par une équipe de la Marine mexicaine. Au total, une trentaine de personnes membres ou complices des cartels ont été arrêtées en décembre 2011.

ZIMBABWE

SANCTIONS AMÉRICAINES CONTRE L'INDUSTRIE DU DIAMANT

▶ Deux mines de diamant de la région de Marange, parmi les plus importantes au monde, ont été placées sur la liste noire du département du Trésor des Etats-Unis. La commission du Kimberley Process avait autorisé leur commercialisation en novembre dernier. Washington entend ainsi accentuer la pression contre le président Mugabé.

EQUATEUR

CHEVRON CONDAMNÉ À PAYER 18 MILLIARDS DE DOLLARS

▶ La compagnie américaine était poursuivie depuis 18 ans en Equateur. Les plaignants accusent le groupe d'avoir utilisé des techniques de forages obsolètes et polluantes sur les terrains exploités par Texaco, racheté par Chevron, entre 1964 et 1990. Le groupe a posé un recours devant le Tribunal international de La Haye.

LIBYE

AUGMENTATION DES AFFRONTEMENTS ENTRE MILICES DANS TRIPOLI

▶ Alors que les fusillades mortelles se multiplient entre factions rivales de la capitale, la tension est montée jusqu'à un échange de tirs au canon anti-aérien entre une milice de Misratah et un groupe adverse basé à Tripoli. Un colonel de l'ex armée régulière a été nommé pour régler le problème.

CHINE

PATROUILLES INTERNATIONALES SUR LE MÉKONG

▶ Pékin a annoncé que des patrouilles communes avec la Birmanie, le Laos et la Thaïlande ont commencé pour sécuriser la navigation fluviale sur le Mékong. Plusieurs navires chinois avaient été attaqués et 13 marins avaient trouvé la mort en octobre dernier, après une attaque de leur navire par des pirates.

STABILITÉ

La Birmanie sur le chemin de la normalisation

Le gouvernement birman multiplie les signes d'ouverture

C'est en soit une petite révolution. Le président Thein Sein a signé un texte de loi autorisant les manifestations pacifiques dans le pays. Suite logique de l'auto-dissolution de la Junte en mars dernier qui a transmis ses pouvoirs à un gouvernement de transition composé d'anciens généraux, après 60 ans d'une dictature née de l'indépendance. La célèbre opposante Aung San Suu Kyi a vu, début janvier, son parti autorisé à prendre part aux élections législatives qui auront lieu en avril prochain. De nombreuses libérations de prisonniers politiques ont eu lieu depuis l'automne 2011 et d'autres pourraient encore être décidées en février prochain. Il reste que Rangoon ne semble pas prêt à passer complètement l'éponge sur les meneurs de la "révolte du Safran" de 2007, mal-

gré la visite "historique" de la Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton et les pressions appuyées de l'UE et de l'ONU qui réclament la libération de tous les prisonniers politiques (entre 500 et 1 600 personnes). Ces derniers sont encore regardés par de nombreux responsables plus comme des traîtres que comme des opposants. Les vastes richesses naturelles (50 millions de barils de réserves et 283,2 milliards de m3 de gaz que détient la Birmanie ont toujours contribué à ne pas la laisser à l'écart des enjeux géopolitiques actuels. *Tout l'enjeu pour la Birmanie nouvelle sera de doser entre les intérêts du pays, l'ouverture à la démocratie, le développement de son économie en pleine phase de privatisation et les appétits des grandes puissances, voisines et éloignées.*

Création d'une police militaire ivoirienne

Le président ivoirien, Alassane Ouattara a annoncé la création d'une police militaire pour faire la chasse aux éléments "voyous" des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). Il les avait créés pour l'aider à prendre le pouvoir. Cette décision intervient en réponse à la mort de cinq civils et d'un militaire dans la ville de Vavoua, à l'Ouest du pays, lors de heurts entre miliciens et civils. A la suite de ce drame, sept membres de FRCI ont été déférés devant le cour martiale. Les consignes fermes du président semblent avoir été écoutées et le délai de 48 heures pour se mettre en règle, mis à profit. Les militaires qui ne l'avaient pas encore fait, ont regagné leurs casernes, laissant aux différents carrefours qu'ils occupaient, la place aux forces de police et de gendarmerie. Pourtant,

tout n'est pas réglé, notamment hors des grandes villes. Ainsi début janvier, les habitants d'Abobo ont eu la mauvaise surprise de voir apparaître un groupe d'une vingtaine de jeunes hommes armés d'AK-47, portant des tee-shirts verts des FRCI qui les ont violentés et volés. Les incidents entre militaires et civils, anciens miliciens ou partisans de l'ancien président Laurent Gbagbo se sont multipliés ces huit derniers mois, notamment à Abidjan où quatre personnes sont mortes et 15 autres ont été blessées fin décembre. *Neuf mois après la chute de son rival et après une victoire confortable de son parti aux élections législatives, la Côte d'Ivoire de Ouattara n'est pas encore revenue au calme. Le retour à la normale pourrait se produire en 2012, avec la remise sur pied du tissu économique.*

IRLANDE

L'INDUSTRIE ÉOLIENNE VICTIME D'ESPIONNAGE

▶ Industrial Info, basée à Galway, accuse le fabricant de turbines chinois Sinowel Wind Group d'espionnage industriel. Ce conflit remet en cause tout le projet éolien en Irlande qui devait produire 1000 megawatts. Le maître d'œuvre Mainstream Renewable Power (MRP) a décidé de suspendre les travaux jusqu'à ce que l'affaire soit éclaircie.

AFRIQUE DU SUD

CONCURRENCE DÉLOYALE DANS LE SECTEUR MÉDICAL

▶ Melomed Hospital Holdings poursuit en justice son concurrent Rondebosch Medical Centre. L'accusation porte sur l'utilisation de documents concernant la politique tarifaire appliquée aux patients. Le plaignant possède trois hôpitaux depuis 1989 alors que son concurrent a ouvert ses portes en septembre dernier.



ÉTATS-UNIS

ATTAQUE INFORMATIQUE CONTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE

▶ Les données concernant les trois millions de membres du plus grand groupe de lobbying d'affaires du pays ont été piratées par des réseaux basés en Chine. L'attaque a eu lieu en mai 2010.

CANADA

LA CONTREFAÇON S'INSTALLE DANS LES COULOIRS DU MÉTRO

▶ Plusieurs kiosques loués dans les stations de métro de Montréal ont été récemment des lieux de vente pour des produits de luxe contrefaits (Louis Vuitton, Gucci etc.). Une responsable d'un site québécois spécialisé dans le secteur de la mode a interpellé les autorités à propos de cette tolérance.

EUROPE

OPÉRATION COUP DE POING CONTRE LES ALIMENTS CONTREFAITS

▶ L'opération Opson, lancée dans dix pays européens par Europol a permis la saisie de 13 000 bouteilles d'huile d'olive, 30 tonnes de sauce tomate, 77 tonnes de fromage, quelque 12 000 bouteilles de vin, 5 tonnes de produits de la mer et près de 30 000 confiseries diverses. Cette opération vise à protéger les consommateurs, en particulier avant les fêtes.

Le législateur américain face aux crimes économiques

Deux nouveaux textes sont en préparation à Washington

Alors que les contentieux sur les brevets, les vols d'informations stratégiques et les attaques informatiques prennent des proportions toujours plus inquiétantes pour l'économie américaine, le législateur a décidé de renforcer l'arsenal législatif. Les deux textes, l'*Economic Espionage Penalty Enhancement Act* et le *Counterfeit Drug Penalty Enhancement Act*, sont portés par des élus républicains et démocrates. Le premier texte augmentera les peines maximales encourues pour le vol de secrets commerciaux qui passeront de 15 à 20 ans de prison. Le second élève les peines pour les trafiquants de médicaments contrefaits de 10 à 20 ans. Ils ont été approuvés par le Comité d'étude des Lois, un premier examen important avant d'être soumis au vote des sénateurs. Le

sénateur Coons, élu démocrate du Delaware, co-auteur de ces textes, s'est félicité de ces progrès, soulignant : *"Les gens qui volent des idées aux compagnies américaines ne font pas que violer la propriété intellectuelle, ils volent des emplois et quand il s'agit de médicaments, ils mettent des vies en danger"*. A la Chambre basse, les mêmes sujets sont à l'ordre du jour, puisque le Comité pour le Renseignement a adopté le *Cyber-Intelligence Sharing and Protection Act*. Le vol de secrets économiques est devenu un crime fédéral aux Etats-Unis en 1996. *Les Etats-Unis ont historiquement une longueur d'avance dans le domaine de la protection de leurs intérêts économiques. Ces textes inspireront sans doute d'autres législateurs à travers le monde. Reste à savoir quand...*

Menace sur l'industrie pétrolière

Lors de la XX^e édition du Congrès mondial du pétrole (WPC) de Doha, de nombreux experts ont mis en garde sur la vulnérabilité de leur industrie face aux attaques électroniques. Tous s'accordent à dire qu'elles ont considérablement augmenté en nombre et en efficacité. Les hackers sont désormais capables de préparer durant de longs mois leurs offensives, collectant l'information sur leurs cibles afin de pénétrer et de prendre le contrôle de système vitaux pour l'économie mondiale. Le vers informatique Stuxnet et son dérivé, Duqu, ont montré que cette prise de contrôle était possible. C'est ce qui s'est produit avec l'attaque du système nucléaire iranien. Les pirates suivent aujourd'hui deux voies. La première est *stricto sensu* criminelle. Elle vise à détruire une industrie. L'autre est

basée sur l'appât du gain. Prendre le contrôle des systèmes permet d'obtenir de précieuses informations en recherche et développement, mais aussi, potentiellement, d'organiser des interruptions des productions de brut. Certains travailleraient ainsi sur des cibles bien précises permettant, en cas de réussite des attaques, de spéculer sur les actions des compagnies et sur les prix de l'or noir. Quelque soient les motifs, ces attaques peuvent déboucher sur des catastrophes industrielles majeures, provoquant des incendies, des pertes humaines et des dégâts écologiques graves. *En moins de deux ans, toutes les compagnies pétrolières ont été amenées à prendre en compte ce risque nouveaux. Au delà de ce secteur précis, c'est toute l'industrie mondiale qui est menacée.*

CHINE

DE FAUSSES HÛITRES GILLARDEAU SUR LES TABLES

▶ Pour les amateurs, les Gillardeau sont inégalables en saveur. Plusieurs restaurateurs des plus grandes tables de Chine ont été victimes de contrefaçon du célèbre coquillage. Un réseau a copié les emballages de la maison pour vendre d'autre fruits de mer en provenance d'Australie ou de Nouvelle-Zélande.

INDONÉSIE

LOURDE SENTENCE REQUISE CONTRE UN CANADIEN

▶ Un ingénieur canadien a été condamné en première instance à trois ans de prison. La défense, mais aussi le Procureur qui n'avait requis qu'une année d'emprisonnement, font appel de la décision qu'ils jugent trop lourde. Cette condamnation est une première en matière d'espionnage industriel en Indonésie et même dans la région. L'ingénieur est accusé par ses employeurs, une filiale d'Asia Pacific Resources International Limited (APRIL Group), l'un des plus importants fabricants de papier du sud-est asiatique d'avoir copié illégalement des informations sensibles appartenant à la compagnie. Agé de 63 ans, l'ingénieur est en mauvaise santé et a perdu 20 kilos depuis qu'il a été placé en détention.

GEOS Business Intelligence collecte, traite et diffuse les informations qui vous sont nécessaires pour vous aider dans votre développement à l'international et vous permettre de mieux appréhender votre environnement.

Veille Market Access

Vos Besoins :

- Identifier les acteurs du secteur concerné (décideurs, concurrents, producteurs, réseaux de distribution, leaders d'opinion, partenaires, ...);
- Analyser les principaux courants et/ou les aspects politico-normatifs du marché ;
- Détecter tout risque pouvant affecter vos implantations.

Nos Solutions :

- Analyse des principaux courants favorables, neutres ou défavorables ;
- Réalisation d'une cartographie des acteurs du marché ;
- Signalement de tout changement politico-normatif et évaluation des risques lors de votre implantation.

Veille Contrefaçon

Vos Besoins :

- Surveiller et protéger votre propriété intellectuelle ;
- Recueillir les preuves qui vous feront gagner un procès ou une négociation.

Nos Solutions :

- Mise en place d'un dispositif de veille afin d'analyser et surveiller tout acte de contrefaçon ou de fraude ;
- Intervention dans des situations variées telles que la fraude interne (détournement de fonds, abus de biens sociaux, abus de confiance, corruption), la fraude externe (détournement de brevets, utilisation abusive d'une marque, cybercriminalité), la contrefaçon et les marchés parallèles, le blanchiment d'argent, la concurrence déloyale, etc.

Veille Concurrence

Vos Besoins :

- Anticiper les stratégies et tactiques de vos concurrents ;
- Connaître leur perception du marché;
- Orienter vos décisions.

Nos Solutions :

- Surveillance permanente de l'actualité de vos concurrents et de vos marchés ;
- Réalisation d'une lettre de veille (collecte, traitement, synthèse et capitalisation) s'appuyant sur de multiples sources d'informations ;
- Intégration d'un process qualité et d'une équipe dédiée au projet.

Veille Risque informationnel & Réputation

Vos Besoins :

- Préserver et défendre votre image ;
- Protéger votre réputation ;
- Détecter les fuites d'information et autres vulnérabilités informationnelles.

Nos Solutions :

- Analyse quantitative et qualitative régulière des contenus disponibles relatifs directement ou indirectement à votre organisation et vos activités.
- Identification des points d'influence et des relais de diffusion. Analyse des opportunités et menaces potentielles.

Contact : Pierre-Jacques Romani, Directeur Développement et Opérations de GEOS Business Intelligence
P.J.Romani@groupegeos.com

www.groupegeos.com

Pour toute demande d'abonnement : alertes@groupegeos.com
« GEOS, solutions globales de management des risques »

GEOS partenaire du MOCI



Alertes Lettre mensuelle d'actualité des risques internationaux et concurrentiels du groupe GEOS Contact : Audrey Chalopin, Direction des relations extérieures, 94 200 Ivry sur Seine, tél : + 33 (1) 77 74 15 10, télécopie : + 33 (1) 53 14 75 81 mël: a.chalopin@groupegeos.com www.groupegeos.com. Alertes est réalisée en collaboration avec la lettre géostratégique INTELLIGENCE & STRATEGIE.